



## Les flux d'IDE vers les économies en développement tombent à leur plus bas niveau depuis 2005

*Les obstacles au commerce et à l'investissement mettent en péril le financement du développement*

**WASHINGTON, 16 juin 2025** – L'investissement direct étranger (IDE) est un moteur essentiel de la croissance économique et de l'amélioration des niveaux de vie, mais, selon une nouvelle étude de la Banque mondiale, les flux d'IDE vers les économies en développement ont atteint leur niveau le plus bas depuis 2005, sur fond de hausse des obstacles au commerce et à l'investissement. Ces obstacles mettent gravement en péril les efforts déployés à l'échelle mondiale pour mobiliser des financements en faveur du développement.

En 2023, dernière année pour laquelle des données sont disponibles, les économies en développement n'ont reçu que 435 milliards de dollars d'IDE, soit le niveau le plus bas depuis 2005. Une tendance à la baisse parallèle à celle des flux d'IDE vers les économies à revenu élevé, qui ont également chuté à un niveau sans précédent depuis 1996, pour s'établir à 336 milliards de dollars en 2023. Les flux d'IDE vers les économies en développement ne représentaient en 2023 que 2,3 % du PIB, soit environ la moitié de leur niveau record en 2008.

« Cette situation est le résultat de choix de politique publique, souligne **Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale**. Ce n'est pas une coïncidence si les IDE tombent au plus bas alors que la dette publique, elle, grimpe à des niveaux records. L'investissement privé devra désormais relancer la croissance économique, et il se trouve que les IDE sont l'une des formes d'investissement privé les plus productives. Or, ces dernières années, les gouvernements se sont employés à ériger des obstacles à l'investissement et au commerce alors même qu'ils devraient s'attacher résolument à faire tomber ces barrières. C'est un travers dont il faut se départir. »

Du [30 juin au 3 juillet](#), Séville (Espagne) accueillera la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4). Représentants de gouvernements, d'institutions internationales, d'organisations de la société civile et du secteur privé se réuniront pour se pencher sur les moyens de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation des principaux objectifs de développement mondiaux et nationaux. Le nouveau rapport de la Banque mondiale met en évidence les politiques à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs alors que la croissance économique est au ralenti, les dettes publiques au plus haut et les budgets d'aide étrangère fortement réduits. L'assouplissement des restrictions à l'investissement constituera à cet égard une première étape indispensable : la moitié de toutes les mesures liées aux IDE annoncées depuis le début de cette année par les gouvernements des économies en développement ont consisté en des restrictions, une proportion jamais atteinte depuis 2010.

« À l'approche de la Conférence sur le financement du développement, la forte baisse des IDE vers les économies en développement devrait sonner l'alarme pour la communauté internationale, ajoute **Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives**. Il est indispensable de mettre fin à ce ralentissement, non seulement parce que c'est une nécessité économique, mais aussi parce que c'est essentiel pour créer des emplois, instaurer une croissance soutenue et plus largement réaliser les objectifs de développement. Cela passera à la fois par des réformes nationales qui améliorent le climat des affaires et par une coopération mondiale résolue qui permette de relancer les investissements transfrontaliers. »

Selon l'étude, la conclusion de traités d'investissement s'accompagne généralement d'une hausse de plus de 40 % des flux d'IDE entre les États signataires. Or, seuls 380 nouveaux traités d'investissement sont entrés en vigueur entre 2010 et 2024, soit à peine un tiers du nombre enregistré dans les années 1990. De même, les pays les plus ouverts au commerce reçoivent généralement des flux d'investissement plus importants : l'étude fait état d'une hausse de 0,6 % des IDE pour chaque augmentation d'un point de pourcentage du ratio des échanges rapportés au PIB. Là encore, le nombre de nouveaux accords commerciaux signés au cours de la dernière

décennie a diminué de moitié, pour passer d'une moyenne de 11 par an dans les années 2010 à six seulement dans les années 2020.

En 2023, les IDE représentaient environ la moitié des financements extérieurs reçus par les économies en développement. Ils peuvent agir comme un puissant moteur de croissance économique : l'analyse des données de 74 économies en développement entre 1995 et 2019 montre qu'une augmentation de 10 % des flux d'IDE entraîne une augmentation de 0,3 % du PIB réel après trois ans. Et cet impact est même près de trois fois plus élevé, pour atteindre jusqu'à 0,8 %, dans les pays possédant des institutions plus solides, un meilleur capital humain, une plus grande ouverture au commerce et un secteur informel moins prépondérant. De même, l'incidence de la hausse des IDE est bien moindre dans les pays qui ne présentent pas ces caractéristiques.

Par ailleurs, les IDE tendent à être concentrés dans les plus grandes économies. Entre 2012 et 2023, environ deux tiers des flux d'IDE vers les économies en développement étaient dirigés vers 10 pays seulement, la Chine représentant près d'un tiers du total, le Brésil et l'Inde environ 10 % et 6 % respectivement. Les 26 pays les plus pauvres ont quant à eux reçu à peine 2 % du total. En outre, près de 90 % du volume total d'IDE vers les économies en développement étaient originaires d'économies avancées, dont la moitié environ provenant de deux sources seulement : l'Union européenne et les États-Unis.

Le rapport identifie trois axes d'action prioritaires pour les économies en développement.

Premièrement, *redoubler d'efforts pour attirer des IDE*. Pour commencer, les pays devraient assouplir les entraves à l'investissement qui se sont multipliées au fil des dix dernières années. Ils devraient aussi relancer les efforts d'amélioration du climat de l'investissement, au point mort dans nombre de pays depuis dix ans. Le rapport montre en outre qu'une situation macroéconomique solide — une croissance saine et des gains de productivité du travail — contribuent également à accélérer les flux d'IDE. Une augmentation de 1 % de la productivité du travail, par exemple, est associée à une augmentation de 0,7 % des apports d'IDE.

Deuxièmement, *amplifier les retombées économiques des IDE*. La promotion de l'intégration commerciale, l'amélioration des institutions, le renforcement du capital humain et l'encouragement d'une plus grande participation à l'économie formelle sont autant de facteurs qui augmentent les retombées des IDE. Les pouvoirs publics peuvent aussi amplifier les bénéfices des IDE en les orientant vers les secteurs où leur impact sera le plus important. Les IDE peuvent également contribuer à accroître les possibilités d'emploi pour les femmes : les filiales d'entreprises multinationales, par exemple, ont tendance à avoir une proportion plus élevée d'employées que les entreprises nationales.

Troisièmement, *faire progresser la coopération mondiale*. Tous les pays devraient travailler de concert pour accélérer les initiatives susceptibles d'orienter les flux d'IDE vers les économies en développement qui connaissent le plus grand manque d'investissements. En cette période de fortes tensions géopolitiques, la Banque mondiale et les autres institutions internationales ont un rôle crucial à jouer pour soutenir le maintien d'un ordre fondé sur des règles. Leur assistance technique et financière pour accompagner les efforts de réforme structurelle dans les pays en développement, et en particulier ceux à faible revenu, est essentielle pour faciliter les flux d'IDE. Le Groupe de la Banque mondiale, plus grande banque de développement au monde, joue un rôle clé pour mobiliser les capitaux privés, en s'employant à créer des instruments qui réduisent les risques financiers pour les investisseurs, à contribuer au renforcement des marchés dans les économies en développement et à intensifier sa collaboration avec le secteur privé.

Télécharger le rapport : <https://www.worldbank.org/en/research/publication/foreign-direct-investment>

À Washington : Leslie Yun, +1 (202) 230-8071, [lyun@worldbankgroup.org](mailto:lyun@worldbankgroup.org)

Service audiovisuel : Kristyn Schrader-King, +1 (202) 458-2736, [kschrader@worldbank.org](mailto:kschrader@worldbank.org)

Site web : <https://www.worldbank.org/gep>  
Facebook : <https://www.facebook.com/worldbank>  
X/Twitter : <https://x.com/worldbank>  
YouTube : <https://youtube.com/worldbank>

**Communiqué de presse**  
2025/076/DEC